

La deuxième lettre d'information (2020): Ce qui se fait passer pour la réalité ne vaut pas la peine d'être respecté.



Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**.

En octobre de l'année dernière, le Fonds monétaire international (FMI) a publié son document phare, *Perspectives de l'économie mondiale*. Dans ce rapport, le FMI a déclaré que le taux de croissance mondial trébucherait à 3 % en 2019. Il y a un mois, les principaux économistes du FMI sont revenus sur ce thème : » La croissance mondiale « , **ont-ils écrit**, » a enregistré son rythme le plus faible depuis la crise financière mondiale il y a dix ans « . L'analyse des raisons d'un taux de croissance aussi faible reposait sur la **guerre commerciale** entre les États-Unis et la Chine et sur les » faiblesses associées « . (Le FMI promet une discussion plus approfondie sur la crise dans sa mise à jour des *Perspectives de l'économie mondiale*, qu'il publiera le 20 janvier).

Il est frappant de constater que les économistes du FMI notent qu'en raison des turbulences mondiales, « les entreprises sont devenues prudentes en matière de dépenses à long terme et les achats mondiaux de machines et d'équipements ont diminué ». Cela signifie que les entreprises n'investissent pas dans leur expansion ou dans les nouvelles technologies. Au lieu de cela, les entreprises commencent à dépendre de plus en plus de la production externalisée, de l'emploi précaire et d'un régime permanent de travail à bas salaire. En d'autres termes, les entreprises cannibalisent la société – en exerçant une pression immense sur les réseaux fragiles de la famille et de la communauté, en approfondissant les impulsions conservatrices dans la société et en diminuant la santé et le bien-être de la société.



Denis Mubiru, *Tukoola Bagaya?! (Mon travail passe inaperçu)*, 2015

Pour éviter un effondrement majeur, les banques centrales du monde entier ont abaissé les taux d'intérêt de façon permanente et ont fourni de l'argent à bon marché au monde des affaires. Ces entreprises – qui n'ont pas investi dans le secteur productif – empruntent des billions de dollars qu'elles mettent ensuite dans le monde de ce que Karl Marx appelait le « capital fictif ». La valeur des marchés boursiers mondiaux est maintenant de près de 90 billions de dollars (selon la Deutsche Bank), ce qui la place devant le PIB mondial (si vous ajoutez la valeur totale des actions financières mondiales – y compris les dépôts bancaires, les titres de créance publics et privés et les actions – le **chiffre** en 2004 était de 118 billions de dollars ; il était de plus de 200 billions de dollars en 2010 – plus de 200 % du PIB mondial). Cette expansion du capital fictif se fait de

plus en plus à l'intérieur des frontières, et non par le biais de flux de capitaux transfrontaliers mondiaux. Ces flux – qui comprennent les investissements directs étrangers – ont diminué de 65 % depuis 2007, passant de 12,4 billions de dollars à 4,3 billions de dollars.

Pendant près de cinq décennies, ces deux processus ont confronté la société humaine : un ralentissement de l'investissement productif des entreprises capitalistes et une augmentation du volume et de l'importance du capital financier. Les taux de profit ont globalement diminué et les taux d'endettement ont augmenté. Aucune tentative réelle n'a été faite pour résoudre ce problème, en grande partie parce qu'il n'y a pas de solution facile dans les limites du système capitaliste. Trois voies principales se sont ouvertes pour atténuer la gravité de la crise du système capitaliste, mais pas pour résoudre la crise en cascade :

1) La liste des politiques du néolibéralisme n'a pas seulement libéré la classe capitaliste des chaînes d'imposition ; elle a aussi déréglementé la finance et l'investissement direct étranger, privatisé les services de l'État et transformé la richesse sociale en marchandise. Toute la dynamique du néolibéralisme a affaibli la capacité des États à formuler des politiques économiques nationales ; comme la formulation d'une politique économique ne renforce pas un ordre démocratique, les États ont donné l'avantage aux entreprises multinationales (y compris les banques internationales).

2) L'effondrement du Projet Tiers Monde et l'affaiblissement du bloc socialiste ont livré des centaines de millions de travailleurs à la classe ouvrière mondiale et ont ainsi permis aux entreprises de baisser les salaires par la sous-traitance en même temps que les réglementations de l'Etat s'effondraient par les « réformes du marché du travail » poussées par le FMI.

3) Une expansion massive de la dette grâce à la baisse des taux d'intérêt et à l'accès facile au crédit. L'Institut de finances internationales **montre** que la dette mondiale s'élève maintenant à 250 billions de dollars et plus ; elle représente maintenant 230 % du PIB mondial. La dette publique **représente** près de 70 billions de dollars ; la **moitié** de la dette mondiale est entre les mains du secteur privé non financier. Un nouveau **rapport** de la Banque mondiale intitulé *Global Waves of Debt* montre que la dette des seuls pays émergents et en développement continue de battre ses propres records, atteignant plus de 55 billions de dollars en 2018, » marquant une augmentation en huit ans qui a été la plus importante, la plus rapide et la plus large depuis près de cinq décennies « . Cette dette des pays émergents et en développement représente aujourd'hui 170 % du PIB mondial. Mais c'est cette dette qui a alimenté ce que l'on peut mesurer comme croissance, et c'est cette montagne de dette qui se dresse dangereusement sur le destin du monde.



Nous, à Tricontinental : Institute de recherche sociale, avons suivi de près ces développements et offrons notre analyse de ce qui semble être une crise structurelle à long terme pour le capitalisme. Dans notre **dossier no. 24** (janvier 2020), nous proposons une évaluation succincte de cette crise à long terme et de la poursuite de la politique d'austérité, puis nous pivotons vers une analyse de l'émergence de la rivalité entre les États-Unis et la Chine. Nous sommes d'avis que la « guerre commerciale » entre les États-Unis et la Chine n'est pas un phénomène irrationnel, mais qu'elle est précisément le résultat à la fois de la crise économique à long terme et des politiques d'austérité. Cette évaluation nous permet de fournir une brève analyse de l'approche de ces questions qui est développée par l'**Institute for International Relations** de Tsinghua (Beijing).

La principale conclusion de l'approche Tsinghua est que nous entrons dans un « ordre mondial bipolaire »

dans lequel il y aura – à terme – deux grandes puissances dans le monde, les États-Unis et la Chine. Soit ces deux puissances parviendront à une certaine compréhension des organisations internationales – telles que le FMI et la Banque mondiale – soit des organisations régionales plus nombreuses apparaîtront avec des normes différentes et une compréhension plus hétérogène du commerce et du développement. La question de savoir si ces tendances fissipares auront un impact sur le système financier mondial ne fait partie d'aucune de ces discussions, ce qui semble indiquer qu'il restera intact. Pour les pays du Sud, l'implication de la continuité de la puissance financière signifie qu'aucun changement majeur au niveau mondial ne sera possible dans cette bipolarité. On ne sait pas très bien quelles seront les alternatives aux régimes d'austérité.

Étudiants contre le fascisme, Kolkata, Inde, 7 janvier 2020.

La lente attrition de la puissance américaine et l'émergence de l'ordre bipolaire sont visibles dans les crises en cours en Asie occidentale. L'**assassinat** par les États-Unis d'un général iranien – qui portait un passeport diplomatique et était en mission diplomatique en Irak – et l'élargissement des portes de l'enfer alors que les missiles traversent la frontière entre l'Irak et l'Iran ; la pression croissante de la Chine et de la Russie concernant cette partie cruciale de l'Eurasie et la tentative des États-Unis d'encercler l'Eurasie – tout cela suggère justement ces changements. Les protestations contre l'austérité s'entrecroisent avec les protestations contre la toxicité sociale. Une grève générale en Inde le 8 janvier a combiné les revendications de la classe ouvrière et de la paysannerie avec un pacte social qui ne désavantage pas les minorités. On observe à peu près le même type de dynamique en Amérique latine, où des fronts populaires ont émergé contre les régimes d'austérité autoritaires. Sous la tempête et le stress des changements dans l'équilibre des pouvoirs se cachent des myriades de luttes ; c'est pourquoi notre **dossier** s'intitule *Le monde oscille entre crises et protestations*.



L'attitude générale dans ces protestations est que ce qui passe pour la réalité ne vaut pas la peine d'être respecté ; les dirigeants de l'establishment et leur insensibilité sont à négliger. Le président américain Donald Trump menace de détruire les sites culturels de l'Irak, une menace qui est dans la nature d'un crime de guerre ; le premier ministre australien Scott Morrison regarde son pays brûler et réagit avec des bruits sourds, non scientifiques et grossiers ; le premier ministre indien Narendra Modi ne dit rien quand la police et les hooligans de son orientation politique entrent dans ses universités et battent et arrêtent les étudiants. Les médias sociaux explosent de colère contre ces hommes et leur inhumanité. Les jeunes visages ont le menton levé, les poings en l'air ; ils n'ont pas peur.



Hannah Malallah, *Le commerce de la paix*, 2014.

Il est vrai que ce sont des protestations de la jeunesse, mais il serait inexact de croire que la jeunesse peut être réduite à l'âge. Il y a beaucoup de jeunes qui se sont abandonnés à la réalité, qui ne peuvent pas voir au-delà de l'horizon du présent ; il y a beaucoup de personnes âgées qui sont jeunes dans leur désir de transformation complète. Il ne s'agit pas d'âge mais d'attitude, de la sensibilité que le monde que nous avons n'a pas besoin d'être le monde pour l'éternité. La béatitude était d'être vivant à l'aube « , écrivait Wordsworth à propos de la Révolution française. Mais être jeune, c'était le paradis. Être jeune, c'est imaginer le « ciel », une autre dispensation – le lieu, chantait Wordsworth, « où, à la fin, nous trouvons le bonheur, ou pas du tout ».

C'est avec grand plaisir que nous – à Tricontinental : Institut de recherche sociale – **accueillons** le professeur

Aijaz Ahmad dans notre équipe en tant que Senior Fellow. Le professeur Ahmad, un philosophe marxiste et théoricien culturel de premier plan, est l'auteur du livre classique *In Theory: Classes, Nations, Literature* (1992) et de *Iraq, Afghanistan, and the Imperialism of Our Times* (2004).

Cordialement, Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey.*